



Discours de M. Loïc Fauchon, Président du Conseil mondial de l'eau
Conférence d'ouverture du SIAM – 17 Avril 2025 à Meknès

Monsieur le Ministre Ahmed El Bouari,
Monsieur le Ministre Nizar Baraka,
Excellences Ministres, Ambassadeurs et Walis,
Chers amis du Maroc et d'au-delà, amis de l'eau.

Honneur et bonheur que de me trouver une nouvelle fois parmi vous en terre chérifienne. Honneur que de répondre à l'invitation de l'Autorité Marocaine avec laquelle le Conseil mondial de l'eau entretient des relations anciennes et de grand privilège. Honneur que de participer avec tant d'esprits féconds à l'ouverture de cette conférence nichée au sein de ce magnifique Salon de l'Agriculture.

Bonheur aussi, bien évidemment, que de retrouver tant de collègues devenus autant d'amis au fil des années avec lesquels nous partageons ces valeurs de respect et de solidarité. Félicitations à vous et à vos équipes.

Associer aujourd'hui à l'occasion de cette conférence internationale, associer eau et agriculture n'est que la consécration d'un très ancien compagnonnage.

L'agriculture a besoin de la terre. La terre a besoin d'eau. « Evidence », me direz-vous ! Oui, mais l'inverse est vrai : l'eau a besoin des agriculteurs, des éleveurs, des paysans, des ruraux.

Et pour le dire dans un langage plus technicien : sécurité hydrique et développement agricole sont depuis toujours intimement liés. Depuis la nuit des temps, c'est si vrai que dans le vingt-quatrième verset de la Sourate Abasa, le Tout puissant nous dit, et je traduis aussi précisément qu'il est possible : « Que l'homme considère donc sa nourriture : c'est Nous qui versons l'eau abondante, puis Nous fendons la terre par fissures et y faisons pousser grains, vignobles et légumes, oliviers et palmiers, jardins touffus, fruits et herbages, pour votre jouissance vous et vos bestiaux ».

Nous sommes les héritiers de ces vérités qui s'imposent à nous. Mais en même temps, nous habitons un monde où tant d'anciens équilibres sont remis en question. Un monde qui vit entre guerre et paix, entre inflation et déflation, entre pauvreté et prospérité, entre isolationnisme et globalisation.

Les crises succèdent aux crises politiques, diplomatiques, militaires mais aussi énergétiques, sanitaires, alimentaires et bien sûr hydriques. C'est un paradoxe, car entre ces crises le monde va de l'avant. Progrès fulgurants dans la santé, dans les transports, dans la communication, le digital et maintenant l'intelligence artificielle. Et en même temps, l'humain détruit parfois avec grande violence ce qu'il a mis des décennies à concevoir et construire.

Les ressources naturelles en sont un tragique exemple. Elles font l'objet non d'une exploitation raisonnée mais trop souvent d'un pillage systématique. Là où nous voudrions le partage plutôt que ce pillage qui, trop souvent, défigure les paysages et anéantit la biodiversité.

Notre monde durant ces dernières décennies a vécu à crédit, dépensant plus qu'il ne gagne, consommant plus qu'il ne produit. Les niveaux de vie ont augmenté mais dans le même temps les inégalités se sont creusées. Le monde pauvre, et c'est bien naturel, voulait être moins pauvre et le monde riche se convainc qu'il faut être toujours plus riche.

Et aujourd'hui, sur fond de divagation climatique et d'anarchie démographique, la machine planétaire se dérègle. Une partie de l'humanité a des difficultés pour boire, pour manger, pour respirer, pour se soigner au moment même où l'intelligence humaine s'autorise une révolution numérique et digitale sans précédent dans l'histoire des sociétés humaines.

Complexité climatique d'abord qui nous voit naviguer entre excès d'eau, manque d'eau et eau polluée. Il y a peu encore, nous tendions à considérer que le monde était divisé entre régions arides et régions humides. Et il nous a fallu tant d'années pour faire admettre que la sécheresse était un désastre lié à l'eau. Et surtout, que périodes de sécheresses et pluviométrie soudaine touchaient les mêmes pays, les mêmes contrées.

Ces derniers jours, en Arabie Saoudite, votre collègue ministre de l'Eau me montrait les images de pluies torrentielles sur la ville de Djeddah et le cortège d'inondations qui s'en est suivi après une longue période de sécheresse. Et Djeddah n'est pas un cas isolé. Dubaï, Oman, mais aussi la ceinture sahélienne, Niger, Mali, Somalie, Sénégal et d'autres en Amérique Latine, en Californie, ont eu à faire face à cette conjonction d'aridité et d'humidité. Le Royaume du Maroc a lui aussi connu ces phénomènes intenses.

La conclusion est claire ! Demain, sécheresses et inondations : même combat, pour sécuriser les ressources en eau en termes de qualité et de quantité. Et évidemment, cela implique des conséquences nouvelles et directes en termes de planification,

d'aménagement du territoire, d'infrastructures, d'un type nouveau de systèmes d'alerte précoce, le tout accompagné de financements additionnels et de maintenances différenciées.

Mais le climat n'est pas tout. Nous devons regarder avec réalisme le lien grandissant entre eau et démographie. La population de la planète continuera à croître significativement jusqu'à la fin de ce siècle. Et malgré toutes les politiques de sobriété et celles pour promouvoir les innovations digitales, il est certain qu'il nous faudra disposer d'importantes masses d'eau additionnelles pour garantir la survie des communautés humaines.

Un seul exemple pour illustrer ce propos, celui de l'agglomération d'une capitale africaine, Kinshasa au Congo : environ 9 millions d'habitants en 2000, 18 millions aujourd'hui et 22 millions prévus en 2030. Cela représente de 120 à 150 millions de mètres cubes supplémentaires chaque année et cela seulement pour satisfaire à l'eau domestique, hors agriculture et industrie.

Cela a aussi de fortes implications pour les investissements : sécuriser, transférer, traiter, distribuer, épurer. Voilà bien le dilemme, les challenges face à nous.

Trop d'eau, pas assez d'eau, une eau polluée avec les conséquences que vous savez sur la santé, la nourriture, la Nature. Et pour maintenir les équilibres biologiques, politiques, sociaux et pour maîtriser, sécuriser la ressource en eau. Oui, nous avons tant de priorités à mettre en avant pour parvenir à des réponses concrètes et à des solutions de terrain.

Au Conseil, nous en privilégions trois parmi d'autres :

La première, c'est l'eau pour la santé.

Généraliser l'assainissement, détecter les pandémies à travers l'hydro-détection. Pourquoi laisser mourir ceux que l'on s'acharne à nourrir ?

La deuxième, c'est l'eau pour la nourriture.

Tant et tant de bouches à nourrir. 2 milliards seulement en Afrique à la fin de ce siècle. Réduire les pertes en irrigation, repenser les modèles alimentaires, revoir les habitudes de consommation et tant d'autre. Tout cela vous le savez mieux que moi.

La troisième, c'est l'eau pour la Nature.

Ne pas laisser disparaître la terre nourricière. Partager avec le philosophe Alphonse de Lamartine : « la nature est là, qui t'invite et qui t'aime ». D'abord la nécessité de réserver l'eau pour l'humain autant que pour la biodiversité. Puis passer du barrage à la réserve aquatique. Réserver tout en protégeant ou valorisant et mettre notre intelligence dans

une nouvelle génération de barrages-réservoirs alliant alimentation humaine et respect de la Nature. C'est le sens-même des solutions basées sur la Nature.

Mettre en œuvre ces priorités pour l'eau et d'autres repose sur trois piliers principaux, qui sont les principales fondations de la maison de l'eau.

Le premier est la connaissance appuyée par l'intelligence et l'innovation. Une intelligence artificielle strictement contrôlée par l'intelligence humaine... De manière concrète, cela signifie. Transférer sur de plus longues distances, exemple du Sebou vers le Bouregreg ou les imposants transferts Sud-Nord en Chine d'un bassin à un autre. Les hydro-routes sont appelées à se développer partout dans le monde.

- Recharger les aquifères et « rendre visible l'invisible »
- Dessaler eaux de mer et eaux saumâtres. A cet égard, il convient de citer l'exemple de la nouvelle station de Dakhla au Maroc. Première station de dessalement alimentée exclusivement par les énergies solaire et éolienne. Le prix de revient au mètre cube devrait s'établir autour de trois dirhams par mètre cube (0.30 euros). Ce n'est plus une évolution, mais une révolution qui permettra sous peu un accès au dessalement pour des pays qui n'y ont pas accès aujourd'hui.
- Recycler les eaux épurées, autre révolution dans l'histoire de l'eau. « Plus une goutte d'eau à la mer » disait feu sa majesté le Roi Hassan II. La généralisation de l'assainissement collectif et des stations d'épuration à travers le Royaume permettra pas à pas une réutilisation des eaux traitées. Aujourd'hui pour golfs et espaces verts, et demain pour l'agriculture, l'industrie puis pour l'usage domestique comme on le voit notamment à Singapour ou en Catalogne.
- Toutes ces innovations sont appuyées par l'utilisation progressive d'énergies alternatives renouvelables !

Voilà bien la marque de l'excellence marocaine en avance sur le temps de l'eau. C'est pourquoi le Conseil mondial de l'eau a engagé des discussions avec le gouvernement du Maroc envisageant la création au Maroc d'un Centre mondial pour la promotion des ressources en eau non-conventionnelles adossées à l'utilisation des énergies alternatives renouvelables. Gageons que nous saurons passer du concept au projet et du projet à la réalisation, Insh'Allah.

Le second est la gouvernance, une gouvernance acceptée et non imposée. Une gouvernance au plus près du terrain, qu'il s'agisse de déconcentration ou de décentralisation. La mise en place en cours de sociétés régionales multi-services est un signe important en ce sens.

Le troisième est la finance. Vous le voyez connaissance, gouvernance, finance créent un peu de poésie dans le monde de l'eau.

Sujet essentiel car l'eau manque d'argent, mais l'argent manque d'eau. C'est pourquoi le Conseil mondial de l'eau, l'OCDE et la Banque Islamique de développement étaient réunis la semaine dernière à Djeddah en Arabie Saoudite.

Rappelons que notre Conseil demande :

- L'annulation de la dette de l'eau des pays les plus pauvres. Ne laissons pas, Mesdames et Messieurs, le piège de la dette se refermer sur les plus pauvres.
- La généralisation des financements mixtes.
- La création d'un mécanisme public de garantie.
- Le développement du principe de sous-souveraineté, pour décentraliser décision et financement.

Globalement, assumons le principe selon lequel « l'eau paie l'eau » et encourageons à la vérité citoyenne pour justifier le vrai prix du service public de l'eau. Et cessons de faire passer ceux qui ont besoin d'argent pour des mendiants !

Oui, nous voulons les robinets avant les fusils, autant d'eau potable que de téléphone portable. Nous voulons les bienfaits de la Terre avant les méfaits de la Guerre.

Plus largement, redisons-le aujourd'hui à cette grande fête de l'Agriculture, défendons la cause de la Paysannerie et des campagnes.

Non, la croissance urbaine n'est pas une fatalité. Qui garde l'eau, qui la conserve, qui la protège, l'urbain ? Non, c'est le paysan, c'est l'agriculteur, l'éleveur, l'habitant du monde rural. N'acceptons pas que l'on privilégie la ville au détriment des campagnes. Il faut bien sûr pour cela repenser l'aménagement rural et péri-urbain, garantir les services publics au plus profond des territoires. Ne favorisons plus, même involontairement, l'informel et les bidonvilles. Redonnons et garantissons la dignité à ceux qui produisent et qui conservent, à ceux qui sont les vrais gardiens de l'espace rural.

Voilà, chers amis, quelques messages que, au nom du Conseil mondial de l'eau, je voulais vous adresser à l'occasion de ce magnifique Salon de l'Agriculture.

A travers ces priorités et ces engagements, au-delà des approches techniques et thématiques, les messages sont éminemment politiques. Le « Water is Politics », la marque de fabrique du Conseil mondial de l'eau, est aujourd'hui acceptée, partagée et reconnue à travers le monde.

Et cela nous inspire d'aller plus loin encore, de lier politique et hydro-diplomatie. Une hydro-diplomatie qui génère des aqueducs de coopération et aide au partage des fleuves et des bassins transfrontaliers. Nous voulons la paix des fleuves, pas la guerre de l'eau. Exigez comme nous l'avons dit à Bali et tout particulièrement pour notre jeunesse : soyez des water warriors, des guerriers de l'eau. Guerriers pacifiques, mais guerriers déterminés. Dans cet esprit de dialogue et de paix, notre Conseil sera amené dès que les

circonstances le permettront à proposer un « Gaza Water Plan ». Un plan pour l'eau à Gaza, base de l'autonomie hydrique de ce territoire.

Sécurité, Santé, Nourriture, Nature, Droit à l'eau, Innovation, Gouvernance, Finance, Politique, Hydro-diplomatie. Toutes choses que nous déclinons à travers le Grand Prix Hassan II que sa Majesté Mohammed VI a créé dès 2001 et dont le Ministre Nizar Baraka et moi-même assurons la conduite et la délivrance.

C'est dans cet esprit aussi qu'avec le gouvernement d'Arabie Saoudite nous avons lancé il y a quelques jours la co-organisation du 11^{ème} Forum Mondial de l'Eau qui se tiendra à Riyad en mars 2027.

Tout cela n'est certes pas facile mais comme l'a dit un penseur danois « ce n'est pas le chemin qui est difficile, c'est le difficile qui est le chemin ».

Montrons, chers amis, que nous sommes dignes de l'héritage venu à nous depuis des siècles. Ayons présents à l'esprit les mots si contemporains de la sourate Az-Zumar : « Ne vois-tu pas qu'Allah fait descendre du ciel de l'eau, puis Il l'achemine vers des sources dans la terre ; ensuite avec cela, Il fait sortir une culture aux couleurs diverses ».

Mesdames et messieurs, cela s'appelle tout simplement l'eau pour la paix et la paix pour le monde.

Que Dieu protège le Maroc, son Roi, son peuple.

Shoukran